

Lien social et État failli

Dans le précédent numéro de la revue était développée l'idée principale qu'il fallait éviter d'aborder les problèmes de l'organisation future de la société sans opérer au préalable une révision profonde des données de la situation, cela en raison des mutations considérables intervenues dans les dernières décennies. Compte tenu des travaux précédents de Bernard Wicht, notamment de son essai « Etat failli, faillite de l'Etat »¹, nous lui avons demandé d'apporter une contribution dans le sens d'une telle révision.

BERNARD WICHT — J'aimerais surtout aborder deux sujets, autour de deux points. Le premier est celui de la situation institutionnelle appelée à succéder au modèle moderne classique — Etat central, territoire, unité nationale, démocratie. Le second concerne les conditions culturelles, humaines et politiques du maintien en état d'une capacité de renouveau après l'anarchie.

Mon point de vue est assez radical en la matière. Je l'adopte sous un angle pratique, car il n'est pas dicté par une réflexion doctrinale ou idéologique. Ce constat s'est imposé à moi depuis plusieurs années ; en termes historiques, le temps de l'Etat est terminé. Est-ce qu'on va assister au retour du temps de l'Eglise, c'est une autre question. Mais je pense que le temps de l'Etat touche à sa fin. L'Etat moderne, l'Etat-nation, est en effet pris en tenaille ; d'un côté le niveau supra-national qui le met sous complet monitoring et, de l'autre, le « sous-sol » en plein processus de réarmement. Cette situation est propice au développement des contre-pouvoirs, des mafias, et des autres « pouvoirs gris ». En face de cela, la seule réaction possible est une réaction de reféodalisation, l'Etat étant devenu impuissant. C'est une réaction d'autodéfense si l'on veut

1. B. Wicht, « Etat failli et faillite de l'Etat : dimension stratégique de la lutte pour les ressources », in CIEG, *Les Enjeux géopolitiques des ressources naturelles*, L'Age d'Homme, Lausanne, 2006. CIEG : initiales du Centre international d'études géopolitiques (Genève).

survivre en tant qu'individus, mais aussi en tant que groupes se définissant par un certain patrimoine de valeurs.

C'est pourquoi il est urgent de redécouvrir la notion de « résistance ». Mais celle-ci s'avère difficile à définir dans l'environnement actuel. Jusqu'à maintenant en effet, la résistance a été surtout envisagée dans le cadre de l'Etat-nation : il s'agissait soit de résister à une invasion étrangère, soit à une occupation militaire, soit à un pouvoir oppresseur. Or à l'heure actuelle, il ne s'agit plus de faire sauter des ponts ou des voies de chemin de fer, ni de prendre le maquis contre l'occupant. Pourtant, la nécessité de résister est toujours bel et bien là. De nos jours, c'est par rapport à la mondialisation qu'il faut « penser la résistance », c'est-à-dire par rapport à la tension entre le local et le global (la tenaille susmentionnée). La mondialisation ayant lobotomisé l'Etat moderne, elle a rendu obsolète les distinctions fondatrices, ami/ennemi, guerre/crime, national/international, civil/militaire. Par conséquent, c'est cette tension qui permet dorénavant d'articuler et d'esquisser une compréhension contemporaine de la résistance : elle introduit une dialectique nouvelle, celle entre une communauté internationale de plus en plus omnipotente et la vie réelle des collectivités humaines en voie de déstructuration. Autrement dit, cette dialectique met en évidence l'opposition entre les impératifs catégoriques d'une « raison globalisée » (rentabilité, relation coût/bénéfice, libre marché, droits de l'homme, « politiquement correct ») et l'identité propre à chaque groupe humain (valeurs, culture, quotidien). C'est dans cet espace délimité « par le haut » et « par le bas » qu'il convient d'ouvrir un front de résistance.

BERNARD DUMONT — C'est une anticipation, fondée sur un constat de décomposition de l'Etat et son remplacement par des organes parasites. Mais n'est-ce pas une dramatisation excessive ou surtout, trop rapide ? Vous semblez considérer, par exemple, que le processus de privatisation des fonctions régaliennes est chose acquise.

B.W. — Oui, je le crois. Et ce n'est pas seulement le cas aux Etats-Unis, mais aussi en Europe, et surtout en Europe continentale, où pourtant on a une solide culture de l'Etat. Ce processus de privatisation est très avancé, on le trouve jusque dans les fonctions pour lesquelles s'est toujours maintenu le monopole étatique. Signalons en particulier à cet égard la privatisation de la sécurité. On touche là à l'essence du phénomène étatique, à savoir le principe de protection contre rémunération. Et il n'est pas innocent de rappeler en l'occurrence que l'origine du système mafieux réside précisément dans ce qu'on appelle la

« protection privée » ; une organisation capable de produire et de vendre de la sécurité à une clientèle donnée, sur un territoire déterminé, en concurrence avec l'Etat. On retrouve les pouvoirs gris mentionnés au début de l'entretien.

JACQUES BONNET — Je pense que vous avez raison d'examiner la question sous l'angle des moyens, mais ne faut-il pas plus encore la poser en termes de volonté ? Si l'on prend le cas de la Justice, celle-ci s'effondre, certes, parce qu'on n'a plus les moyens de la conduire, mais également parce qu'elle subit une privatisation dans la mesure où le juge est de moins en moins capable, ni désireux, d'être le garant de l'intérêt général, pour se transformer en agent de l'opinion ou d'intérêts particuliers. Quant à la défense, elle rencontre un problème financier, mais surtout un obstacle de fond. Il s'agit de savoir jusqu'où il y aura encore une volonté de défendre. Pour qu'il y ait une défense régaliennne, il faut qu'il y ait une volonté collective de défense, qu'il y ait des gens qui soient prêts à l'assumer et la vivre. Et là aussi cela fait défaut.

B.W. — Je vous rejoins totalement en ce qui concerne cette absence de volonté étatique. Et j'en vois la cause dans l'effondrement de l'idéal national. L'Etat est devenu une enveloppe sans contenu. Et une enveloppe vide prise entre le haut et le bas, la mondialisation et les contre-pouvoirs... J'ai l'habitude de caractériser la mondialisation comme un nouveau moyen âge, avec ses trois caractéristiques. La première, c'est la reféodalisation ; la deuxième, c'est une forme de darwinisme politique, parce qu'on assiste à la lutte pour la survie entre des groupes qui s'autoconstituent ; et la troisième, c'est la dissociation entre les rapports de droit et les rapports de fait ou les rapports de force. Donc le rapport de droit n'exprime plus la réalité institutionnelle.

D'où toute l'importance de penser la résistance ; à partir de la dialectique dégagée plus haut et en fonction du besoin d'échapper au diktat des contre-pouvoirs, on débouche nécessairement sur l'idée d'« autonomie » considérée, en l'espèce, comme la capacité de garantir soi-même ses conditions d'existence et de décision. Un exemple permet d'en mieux saisir l'enjeu et la réalité concrète : le cas des Acadiens au Canada, particulièrement éclairant à ce propos. Victime d'abord d'une déportation puis d'une mise sous tutelle économique, la population acadienne parvient néanmoins à se maintenir et à reconquérir son autonomie à travers le système des coopératives. Les Acadiens vivaient en effet principalement de la pêche et étaient tenus de remettre le fruit de leurs pêches aux entreprises anglaises en contrepartie de bons d'achat dans les maga-

sins de ces entreprises. Evidemment les bons s'avéraient insuffisants pour couvrir les besoins vitaux de la population et celle-ci s'endettait rapidement. C'est à travers le mouvement coopératif — développé sous la houlette de l'Eglise catholique et de son clergé — que les Acadiens parviennent à secouer la tutelle des grandes entreprises anglaises et à reprendre leur destin en main. La création de petites coopératives auto-gérées (alimentation, machines, outils, épargne) permet d'assurer les besoins de base de la population et de ne plus dépendre du monopole des entreprises anglaises. Bel exemple de mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Eglise !

B.D. — En définitive, pour reprendre une analyse de Guy Hermet, tout ceci est le prix de la gestion de l'Etat-providence, tellement grandiose dans ses prétentions qu'il est devenu incapable de les réaliser ; mais c'est aussi le résultat de l'affaissement de la volonté d'une classe politique particulièrement inconsistante (il faudrait d'ailleurs se demander pourquoi une telle dégradation était inévitable). Tout cela est créateur d'anarchie. De plus l'appareil producteur d'hégémonie veut cette situation. Tout est donc cohérent.

J.B. — Je me demande si les Etats en cause ne sont pas essentiellement le terrain et les supplétifs de l'économie grise. Prenons par exemple la Colombie où j'ai passé quatre ans en mission économique, j'ai constaté que les chiffres de la drogue étaient sensiblement les suivants : 3 à 5 milliards de dollars restant sur le territoire national, une dizaine de milliards allant à la mafia colombo-mexicaine et 120 à 140 milliards de dollars aux mafias américaine et européenne. Certes il y a des liens entre ces différentes mafias, mais l'essentiel du trafic bénéficie à une mafia occidentale. Ne peut-on pas appliquer le modèle à l'Afrique ? Les Etats y sont des terrains de manœuvre pour les trafiquants plutôt que des acteurs. Mais pourquoi cela fonctionne-t-il ainsi ? On constate l'échec de toutes les politiques visant à faire arrêter ces activités criminelles. Et le prix de la cocaïne sur le marché américain a encore baissé, il en est à la moitié de ce qu'il était en 2000. Or on dispose de toute une série de moyens efficaces de contrôle et de répression. Donc je ne peux pas croire qu'il y ait une volonté réelle d'en finir.

En France, l'économie souterraine est évaluée à 13% du PIB. Je me demande donc dans quelle mesure tout cela n'est pas une espèce d'amortisseur d'un système économique et financier dérégulé et qui a besoin de ce volant d'argent gris pour pouvoir fonctionner. Certes il va de plus

en plus mal, mais il va vers l'abîme plus lentement que s'il n'en disposait pas.

B.W. — Je partage absolument votre avis. Ces Etats sont cannibalisés par les mafias. Mais j'aimerais revenir à l'idée de résistance parce qu'elle constitue précisément le socle de la situation institutionnelle appelée à succéder à l'Etat-nation. Cette idée, comme le montre l'exemple acadien précédemment cité, prend forme avant tout au niveau local. Et au fond, c'est normal. L'unité nationale a éclaté, elle ne peut pas être reconstituée — l'histoire ne repasse pas les plats. De plus, les élites politiques au pouvoir n'ont plus le contact avec la base ; elles sont devenues représentatives des idées générales de la mondialisation — la raison globalisée. Il faut donc que les bons citoyens réagissent. C'est une question de survie. Que peuvent-ils faire ? Il leur faut réapprendre à agir de manière autonome par rapport à la société qui les entoure, à disposer d'une certaine marge d'initiative à un niveau local, à exercer la responsabilité de leur propre sécurité dans tous les domaines. On nous cite souvent Hobbes, avec son contrat visant à éviter la guerre de tous contre tous. On oublie cependant que Hobbes dit que l'individu abdique sa liberté en contrepartie de la sécurité que lui assure l'Etat, et que cette abdication ne dure qu'aussi longtemps que l'Etat est en mesure de lui garantir sa sécurité. Sinon l'individu récupère son droit à l'assurer par lui-même parce que, nous dit Hobbes, c'est un droit naturel auquel l'individu ne peut renoncer par convention.

A côté de ce droit naturel, n'oublions pas non plus que la résistance est aussi souvent synonyme de renaissance et source de noblesse et de dignité pour l'individu. En d'autres termes et pour reprendre la proposition d'Ernst Jünger, celui ou celle qui résiste entre dans une autre dimension. Selon Jünger, il se retrouve en quelque sorte comme l'Homme face à son Créateur. C'est dans cette perspective d'un retour de l'Homme — non pas seulement le citoyen, l'entrepreneur ou le travailleur — que l'on peut mieux saisir cette idée de résistance comme source de renaissance, de noblesse et de dignité. Car l'individu qui résiste doit réapprendre à vivre, retrouver ses réflexes, son sens du danger, subvenir à ses besoins premiers et se débarrasser du superflu. Il devient tout à la fois médecin, chasseur et prêtre. La volonté de résistance ramène l'homme à l'essentiel. Elle lui permet de prendre conscience et contact avec la réalité concrète, de retrouver la distinction heideggerienne entre le proche et l'habituel (c'est-à-dire entre ce qui est vraiment déterminant et ce qui n'est qu'apparence).

B.D. — Avec l'exemple acadien et votre conception de la résistance au niveau local, vous évoquez la reconstitution d'une société brisée, sur un mode non directement politique et donc imparfait et insuffisant, mais avec une implantation territoriale et une homogénéité sociale. La difficulté est qu'aujourd'hui, il y a la mondialisation, la disparition de la citoyenneté, des individus perdus dans des masses mouvantes. Le gros problème est qu'il y a d'un côté une minorité dominante aux contours insaisissables, face à laquelle se trouvent une majorité ballottée et une autre minorité, sans doute plus attentive au désordre de la situation mais très atomisée et d'une conscience politique peu consistante.

B.W. — Vous mettez le doigt sur une question centrale. Dans nos sociétés postmodernes, postnationales, postindustrielles et postchrétiennes, le retour de l'initiative au niveau individuel et local ne peut pas se concevoir sur le « modèle acadien ». Il faut tenir compte de l'atomisation des rapports sociaux et de l'effacement des solidarités. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'à l'âge de la société de l'information, les nouveaux modes de production des richesses créent de nouvelles formes de coopération et d'association permettant de s'affranchir des structures et des hiérarchies classiques de la période industrielle ; ce que les économistes dénomment la « longue traîne » (marché de niche) ou le *free agent* (*microbusiness*). Les TIC (technologies de l'information et de la communication) ouvrent à cet égard de nouveaux horizons et des possibilités insoupçonnées auparavant ; il s'agit de toute la dimension de mises en réseaux virtuels et de ce qu'on appelle fréquemment l'« intelligence collective ». Les premiers à prendre conscience de ces possibilités et de leur utilité stratégique ont été, évidemment, les groupes marginalisés. Ainsi, l'audience mondiale du mouvement néo-zapatiste s'explique en grande partie par là — les blogs du sous-commandant Marcos s'avérant plus efficaces que la Kalachnikov. Actuellement les cellules terroristes ou encore les groupuscules d'extrême-droite fonctionnent également de cette manière ; à travers blogs, sites web, publications et vidéos *open source* en ligne, les sympathisants et militants se connectent, se mobilisent et lancent leurs actions au niveau local tout en les faisant connaître — via Internet — à l'ensemble des intéressés à travers le monde bien qu'ils ne se soient jamais rencontrés ni concertés. Ces procédés ont été jusqu'ici le fait de marginaux, contestataires ou terroristes. Mais, comme le dit Spencer Chapman, « la jungle est neutre », alors pourquoi ne pas les utiliser au profit du bon citoyen ? Si des poseurs de bombes arrivent à se connecter sans se connaître à travers

les sites *web*, c'est quand même le diable si des gens qui partagent un certain idéal n'arrivent pas à le faire avec les mêmes moyens.

J.B. — Je vois des tentatives de créer des réseaux de cette manière, dans mon espace professionnel, qui est celui de la défense. La question que je me pose est de savoir si cela peut fonctionner compte tenu de l'individualisme. De telles connexions donnent l'illusion qu'on va pouvoir arriver à quelque chose, parce qu'on dispose d'un certain nombre d'outils techniques, mais le fond du problème n'est pas réglé, qui est l'individualisme exacerbé. Quand vous dites qu'il ne reste que la perspective d'une reconstruction au niveau local, c'est terrible parce que cela peut avoir un caractère extrêmement désuet, c'est pratiquement la Comtesse de Ségur qui recrée son petit monde autour de son château... Mais je ne sais pas si c'est la bonne solution, si le nœud du problème est l'atomisation sociale et le développement d'un individualisme qui, lui, est voulu. La seule solution est alors de recréer des solidarités et des communautés. Mais peut-on y arriver avec des outils du type Internet ? Je ne vois rien émerger dans le monde de la défense qui est pourtant conscient de certaines solidarités et où il y a le sentiment de l'urgence. Or je ne vois pas qu'il sorte quelque chose de cet outil.

B.W. — Je suis d'accord avec le fait de dire que l'outil seul ne suffit pas. Mais dans le processus de l'intelligence collective — non pas un *Big Brain*, mais la mise en commun et en réseau — il y a deux éléments fondamentaux : l'outil et la culture. La culture commune, ici, c'est une idée forte. Ce qui provoque la mise en réseau des groupes marginalisés, c'est en général une conviction commune. Nous vivons non seulement dans des sociétés postmodernes, mais aussi post-cartésiennes : slogans, logos, tags remplacent discours et doctrines tout en parvenant aux mêmes résultats. Or dans le cas présent, cette culture commune, cette idée forte commence déjà à se mettre en place quand on voit toutes les associations qui se mettent sur pied pour la défense personnelle, les techniques de protection des maisons, la sécurité, les techniques de survie... Beaucoup de ces associations sont d'ailleurs d'ores et déjà en réseaux.

B.D. — Là, on objectera que finalement c'est l'utilitarisme qui est la règle de tels échanges. Les SEL (systèmes d'échange local), par exemple, sont fondés sur le donnant-donnant. On échange des modes d'emploi, on fait du troc, etc., dans une logique toujours commutative. Le but ultime est le profit de chacun, ce qui est étranger à l'idée politique. Or si

l'on admet que la cause du mal est la disparition du politique, comment pourrait-on espérer que la solution à un tel vide politique puisse ne relever que du social utilitaire ?

B.W. — Charles Tilly, dans son analyse de l'Etat, considère que dès qu'un groupe est organisé, c'est déjà une structure de type étatique.

B.D. — Mais Aristote lui a répondu d'avance, lorsque il réfutait Platon, pour qui l'organisation domestique, économique et politique n'avaient entre elles qu'une différence quantitative. Le politique constitue un ordre de choses spécifique, la différence avec les autres formes sociales est qualitative.

Cela dit, vous placez votre considération sur le long terme, à partir d'une projection sur la base des grandes tendances actuelles. A échéance plus proche, n'est-on pas en droit de s'interroger sur ce qu'il y a lieu de faire dès maintenant, surtout si l'on considère les potentialités humaines qui subsistent malgré la déstructuration de la société ?

B.W. — Pour répondre à la question du moyen terme, je retiendrai deux volets : une réappropriation de notre histoire, une autre des savoir-faire. Une petite anecdote : en Suisse on a vécu depuis le milieu des années 1990 un véritable lavage de cerveau collectif tendant à montrer que nous étions les principaux fournisseurs de l'Allemagne nazie et qu'au fond la Deuxième Guerre mondiale n'avait pu avoir lieu que grâce aux banques suisses. On a basculé dans une vision complètement négative de notre histoire, à la fois émotionnelle et culpabilisante. Or tout d'un coup, un écrivain, Georges Andrey, au prix d'un très gros travail et avec l'appui de quelques collègues, publie un ouvrage, *L'Histoire de la Suisse pour les Nuls*. C'est vraiment une très belle histoire chronologique classique. Le livre ne s'est vendu ni en France, ni en Suisse alémanique, mais seulement dans le bassin suisse francophone, donc pour 1,9 million d'habitants. Or ce livre en est à sa deuxième ou sa troisième édition, avec environ 25 000 exemplaires de vendus. Même des enfants de 10-12 ans le lisent avec plaisir. Il est clair que dans le cas précis, il y a eu un effet du genre de celui envisagé par Naomi Klein dans sa *Doctrine du choc*. Mais cette réaction montre que la réappropriation de l'histoire est importante. En France, où l'on « autoflagelle » le pays pour son passé colonial, il y aura nécessairement une réaction de ce genre.

Quant aux savoir-faire, la société de consommation a « déséduqué » ses membres. On ne sait plus faire grand-chose par soi-même, on est totalement dépendant. Il est possible de s'en rendre compte au hasard

d'incidents tels qu'une récente panne d'électricité à l'échelle de toute la Suisse, qui aurait pu tourner au drame collectif. On se trouve totalement démuni. Quand on s'est demandé pourquoi la panne avait eu lieu, la réponse a été simple ; elle était le fruit de la privatisation, avec la logique de dérégulation et de désorganisation qu'elle implique. Or la Suisse a une réputation de sérieux. Ce sont donc des choses qui peuvent arriver. C'est à ce stade que la philosophie *do it yourself* (DIY) prend tout son intérêt, même si cela peut avoir un petit côté Comtesse de Ségur. Cette philosophie (issue à l'origine du mouvement *punk* des années 1970) vient en outre compléter judicieusement notre réflexion sur la résistance et la nécessité de reprendre contact concrètement avec la réalité (le proche heideggerien). Avec son slogan « faites-le vous-même », elle invite non seulement à se réapproprier les savoir-faire, mais encore à se détacher des grandes infrastructures commerciales sur lesquelles nous avons pris l'habitude de nous reposer. *Mutatis mutandis*, on rejoint ici aussi la nécessaire démarche d'autonomie.

J.B. — Il y a dans ce réapprentissage quelque chose qui peut relever du politique, une reprise de conscience de la réalité concrète des choses, du rapport avec le monde qui nous entoure, et c'est une reconstruction de la personne humaine dans son intégralité. C'est donc peut-être ainsi une condition de la capacité à poser ultérieurement un acte politique. J'ai été très frappé de voir qu'avant la pilule et l'avortement, la femme a mieux résisté que l'homme à l'idéologie dominante, et que la raison fondamentale est qu'elle avait une relation directe avec la maternité, un contact concret avec la réalité humaine. Dès que la femme est passée de l'autre côté, elle est peut-être devenue l'agent le plus acharné de la destruction de la personne humaine aujourd'hui, parce que, justement, elle a perdu tout rapport avec la réalité de la maternité. Donc quand vous refaites du *do it yourself*, quand vous bricolez, au-delà de l'utilité et du sentiment de pouvoir résister à une panne d'électricité, etc., peut-être que plus profondément vous reconstruisez une autonomie de personne, donc une capacité à poser un acte politique.

B.D. — En tout cas, il existe un besoin de rééducation, dans la mesure où la société de consommation déréalise les gens, faisant de chaque consommateur le membre d'un immense réseau dans lequel tout est pensé à sa place, tout lui est présenté comme possible, et cela dans tous les domaines. C'est d'ailleurs peut-être l'effet réversible du recours à la Toile, piège redoutable sans une forte autodiscipline. Si le *Welfare State* est fini, l'abondance ne l'est pas encore, surtout si elle est « virtuelle ». Si

l'on ajoute à cela la politique éducative abêtissante du même Etat-providence, on peut dire qu'a vraiment été détruite la capacité des personnes à être des sujets politiques.

Il reste qu'on peut s'interroger sur la proportion exacte de cette destruction, et sur celle des capacités latentes qui sont susceptibles de subsister dans un corps social en voie de dislocation.

J.B. — Il faut une masse critique minimale qui permette de redémarrer. Il y a un seuil en dessous duquel les volontés individuelles ne sont plus capables de se déployer. A cet égard, le cas de la Colombie, encore une fois, est intéressant. En prenant ses fonctions en 2002, le président Uribe hérite d'un pays en processus de décomposition avancée, suite aux effets successifs et cumulés d'un Etat qui pour échapper aux affrontements partisans meurtriers (la *Violencia* qui a fait à deux reprises au XX^e siècle des morts par dizaines voire centaines de milliers...), avait renoncé à tout projet politique, laissant la place aux trafiquants de drogue, puis aux guérillas marxistes ou maoïstes d'un autre âge. L'impossibilité de toute action autre que « défensive » était avérée, c'est-à-dire, par exemple, à titre individuel, le refuge dans des ensembles résidentiels gardés, ou, sur le plan économique, l'échange croisé de participations entre entreprises qui souhaitaient rester hors d'atteinte des narco-dollars capables de tout acheter pour blanchir leur origine, mais se privaient ainsi de toute stratégie rationnelle de développement. Aussi les Colombiens, dégoûtés de toute action politique au sens noble, émigraient-ils massivement (jusqu'à 500 000 personnes par an, soit plus de 1% de la population totale !). Face à cette situation le président fait de la restauration du lien social et du sentiment d'appartenance à une communauté nationale, dont l'Etat est le garant, sa priorité absolue, même la lutte déterminée contre la guérilla n'étant qu'un moyen de cette ambition. Ainsi, l'armée et la police se doivent-elles d'être physiquement présentes jusque dans les villages les plus reculés, au détriment de l'efficacité opérationnelle immédiate ; ainsi, se tient chaque semaine, jusque dans les plus petites villes du pays, un « conseil public des ministres communautaires », présidé par lui, et traitant autant des affaires nationales que des problèmes locaux d'adduction d'eau. Pour un esprit technocratique, quelle perte d'énergie, alors que pendant ce temps, toute l'attention n'est pas donnée aux grands enjeux stratégiques nationaux ! Mais le résultat est que l'action collective et l'exercice politique redeviennent à nouveau possibles, comme en témoigne l'unité concrète retrouvée du pays pour affronter la démobilisation des milices para-militaires avec tous ses

risques. En résumé, la Colombie nous donne l'exemple, malheureusement ignoré, par paresse idéologique, d'un pays qui a su non seulement interrompre mais encore inverser ce mouvement de reféodalisation que vous estimez inéluctable en Europe. Il faut noter cependant que l'Eglise catholique, comme structure organisée, a joué un rôle majeur dans cette restauration, s'appuyant sur un peuple qui reste foncièrement chrétien, malgré la pénétration de la franc-maçonnerie dans une partie des élites.

B.D. — Le peuple chrétien de France, qui constitue le noyau historique immémorial de la nation, s'est désapproprié de celle-ci au cours de la période contemporaine. On accepte de dissocier catholique et Français, pour se considérer comme chrétien vivant en France. Qu'en est-il dans la réalité profonde ? Est-on définitivement passé au-dessous du seuil de la « masse critique » que vous venez d'évoquer ? De la réponse à cette question extrêmement difficile découle toute option pratique.

Propos recueillis par Bernard Dumont et Jacques Bonnet